

### *Système métrique*

J'ai en main la *Gazette* de la Saskatchewan du 30 avril 1976. Sous la rubrique «Regulations under the Regulations Act» (Règlements en vertu de la loi sur les Règlements), il est dit:

Tous les plans soumis aux fins d'enregistrement dans n'importe quel bureau du cadastre devront être approuvés par l'inspecteur en chef...

Personne n'a rien à redire là-dessus.

... et tous les levés effectués à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1976, dont les plans doivent servir aux fins d'enregistrement, seront dressés selon les mesures métriques...

Quelle situation pitoyable pour les agriculteurs! Ils ne font que commencer à comprendre le système. Si les agriculteurs et les citoyens savent ce qui se passe aujourd'hui, c'est uniquement parce qu'il y a eu un débat d'une semaine. Les agriculteurs ne veulent pas de ce système, pas plus que les citoyens. Les membres du Nouveau parti démocratique sont des libéraux pressés. Je ne saurais dire si le gouvernement provincial appliquera ce système même sans cette loi fédérale.

Je vois que quelqu'un a appelé le ministre sans portefeuille (M. Horner). J'espère que le ministre de Crowfoot prendra position, parce qu'il n'a pas parlé du système métrique à la Chambre lorsqu'il était membre de mon parti. J'espère qu'il parlera ce soir et qu'il parlera au cabinet. Je veux que le ministre sans portefeuille appelle le vice-premier ministre de l'Alberta, qui est un de mes grands amis, Hugh Horner. Je veux que le ministre lui dise qu'il est d'accord avec moi.

**M. Marchand:** C'est un bon ami de Jack, aussi.

**M. Woolliams:** Sans doute.

**M. Hnatyshyn:** Pas en politique.

**M. Woolliams:** Je n'en sais rien. Cela ne m'intéresse pas.

**M. Fox:** Laissons de côté la politique.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Continuons de nous aimer comme des frères.

**M. Woolliams:** J'ai sous-estimé ce que cela allait coûter au pays, mais outre ce coût, il faut aussi tenir compte de l'histoire de l'Ouest du Canada, où ma famille a joué un rôle de pionnier, du moins dans une région. M. Coldwell, de Saskatoon-Biggan, faisait partie de cette histoire. J'ai ici des registres du district scolaire 2196 de Muirland, qui indique que des quarts de section ont été vendus \$8. Tous les noms des habitants sont inscrits. Ils sont venus d'Ontario, du Québec, d'Europe et d'Asie. Nous avons tous commencé ensemble. Ils ont élevé leurs fils et leurs filles. Maintenant ce sont les petits-enfants qui occupent la terre. Cette terre est mesurée en acres, en quarts de section et en sections.

Le ministre a répondu par la raillerie. Il a dit que cette mesure était logique. Je n'ai jamais rien vu de plus illogique, et même si les conceptions politiques du ministre sans portefeuille diffèrent des miennes aujourd'hui, je suis sûr qu'il parlera au cabinet et à la Chambre et qu'il se servira de toute son éloquence pour défaire cette mesure.

● (2050)

J'aimerais bien que quelqu'un m'explique pourquoi nous avons tant besoin du système métrique. Nous pourrions sûrement exempter de l'enregistrement les terres des agriculteurs, ainsi que les lots et les pâtés de maisons urbains. Ne pouvons-

[M. Woolliams.]

nous pas au moins faire cela? Si une motion a jamais été raisonnable et justifiée, c'est bien celle-ci qui demande à la Chambre de renvoyer le bill pour étude au comité.

Je tiens à ce que les gens de l'Ouest du Canada sachent bien que le parti conservateur progressiste est seul à s'opposer ce soir à cette mesure législative. Je tiens à ce que les Canadiens de l'Ouest sachent quelle est la position du ministre de la Saskatchewan et du ministre de l'Alberta; moi, je voudrais qu'ils se prononcent contre le bill.

Ce n'est pas parce que le ministre d'État est passé de l'autre côté que nous avons cessé d'être des amis. Je l'admire et je tiens à ce qu'il prenne la parole à la Chambre maintenant et qu'il nous dise qu'il n'acceptera jamais de devenir ministre, s'il doit sacrifier pour cela le contexte historique de notre pays. Je tiens à ce qu'il défende les agriculteurs, mais je ne veux pas qu'il puisse jamais dire au cours d'une campagne électorale qu'il a parlé dans le même sens que mes collègues l'ont fait cet après-midi et que je tente moi-même de le faire ce soir, selon ma manière inamicale.

**Des voix:** Bravo!

**M. Woolliams:** Nous entendons beaucoup parler de l'unité nationale ces jours-ci, monsieur l'Orateur. Y a-t-il quelque chose qui détruirait l'unité nationale dans les provinces des Prairies plus vite que ce bill? C'est un bill court et simple mais il détruit grandement tout ce à quoi nous tenons.

C'est une soirée historique parce qu'il y a des élections en Ontario, monsieur l'Orateur, et je comprends que les députés veulent savoir où en sont les choses. Lorsque j'aurai terminé mon discours, j'irai moi-même m'informer.

**Mme Holt:** C'est une minorité.

**M. Woolliams:** Nous ne le savons pas. Même si nous ne sommes qu'une minorité, nous nous opposons à ce genre de gouvernement autoritaire et dictateur qui veut détruire la structure de notre pays. Du fond du cœur, j'implore le gouvernement de laisser tomber ce bill. Qu'on s'en débarrasse. Voter pour un conservateur ne serait pas un crime aussi grave que de détruire notre histoire et nos traditions. Voilà ce que je demande.

Au début des années 1900, le président de l'association des céréaliers de la Saskatchewan, s'adressant à ses membres, tenait les propos suivants:

Lorsque j'ai abordé cette question devant vous il y a un an j'ai dit que ce dont nous avions besoin c'était «que toutes les classes de la société reconnaissent l'importance de l'agriculture et s'engagent à lui donner la place qui lui revient.» L'importance de l'agriculture est maintenant pleinement reconnue et tout le monde admet que c'est seulement si notre agriculture est prospère que notre pays connaîtra la prospérité. Mais que fait-on pour nous aider de façon régulière? Très peu. Cependant ce ne sont pas les conseils de toutes sortes et de toutes provenances qui manquent, pas plus que les bonnes intentions. Mais il y a dans tout cela tellement de contradictions que les agriculteurs en sont venus à penser qu'ils feraient mieux de suivre leur petite idée. Pendant un moment, le mot d'ordre a été la polyculture, puis l'élevage des porcs, etc. Mais que se passe-t-il sur le marché du porc? Exactement la même chose que pour le blé.

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** A l'ordre, s'il vous plaît. J'ai le regret de devoir interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Il pourra continuer avec le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?